



Si Emmanuel Macron n'a pas encore officialisé ses intentions pour 2022, de nombreux rivaux espèrent lui succéder à la présidence de la République. Voici les principaux candidats déclarés.

Poids de la politique ou "simples citoyens", ils sont au moins une trentaine à avoir manifesté leurs ambitions élyséennes. Seuls ceux qui recueilleront 500 parrainages d'élus - maires, parlementaires, conseillers régionaux et départementaux... - pourront être officiellement candidats à **l'élection présidentielle, programmée les 10 et 24 avril 2022.**

Les prétendants à l'Élysée ont jusqu'au 4 mars, 18 heures, pour réunir ces signatures. C'est également la date limite pour les électeurs pour s'inscrire sur les listes électorales afin de pouvoir voter au premier tour. La liste officielle des candidats doit être publiée une semaine plus tard, le 11 mars 2022, après validation par le Conseil constitutionnel. Voici les principaux candidats déclarés.

Nathalie Arthaud. Professeure d'économie en lycée, ancienne conseillère municipale de Vaulx-en-Velin (métropole de Lyon), elle représentera pour la troisième fois le parti trotskiste et anticapitaliste Lutte ouvrière à l'élection présidentielle. En 2012, pour sa première tentative, elle avait recueilli 0,56% des suffrages. En 2017, elle avait obtenu 0,64% des voix.

François Asselineau. Haut fonctionnaire et membre de différents cabinets ministériels de droite dans les années 1990, ce souverainiste a fondé son propre mouvement, l'Union populaire républicaine (UPR), qui prône notamment le "Frexit" - la sortie de l'Union européenne. Il est candidat pour la seconde fois à l'élection présidentielle, après une première tentative en 2017, où il avait récolté 0,92% des suffrages. En février 2021, il a été **mis en examen pour "harcèlement moral" et "agressions sexuelles"**, après des plaintes déposées par d'anciens salariés de l'UPR - des accusations qu'il a "réfuté".

Nicolas Dupont-Aignan. Ancien de l'UMP, ce souverainiste a quitté le mouvement et fondé son propre parti, Debout la République - devenu depuis Debout la France. Député de l'Essonne, ancien maire de la ville d'Yerres, il a déjà candidaté à deux reprises à l'élection présidentielle. En 2012, il avait recueilli 1,79% des suffrages. En 2017, il avait obtenu 4,70% des voix au premier tour, avant de se rallier au second à Marine Le Pen - dont il a depuis pris ses distances.

Anne Hidalgo. Éluë maire de Paris en 2014, à la suite de Bertrand Delanoë dont elle était jusque là première adjointe, la socialiste a été réélue dans la capitale lors des élections municipales de 2020. C'est sa première candidature à l'élection présidentielle. Elle plaide pour une union de la gauche derrière une candidature unique, via la "primaire populaire".

Jean Lassalle. Le député des Pyrénées-Atlantiques a longtemps été proche de François Bayrou, au sein de l'UDF puis du Modem dont il a été vice-président. Il a depuis pris ses distances, créé son propre mouvement - Résistons. Défenseur de la ruralité, il est considéré comme un souverainiste de droite. Il est candidat pour la seconde fois à l'élection présidentielle, après une première tentative en 2017, où il avait récolté 1,21% des suffrages.

Marine Le Pen. Députée et conseillère départementale du Pas-de-Calais, ancienne eurodéputée et conseillère régionale des Hauts-de-France, la présidente du Rassemblement national (ex-FN) - elle a laissé les rênes du parti à Jordan Bardella le temps de la campagne - candidate pour la troisième fois à l'élection présidentielle. En 2012, elle avait recueilli 17,9% des suffrages au premier tour - insuffisant pour se qualifier au second. En 2017, elle avait obtenu 21,3% des voix au premier tour, mais s'était inclinée au second face à Emmanuel Macron, avec seulement 33,9% des suffrages.

Jean-Luc Mélenchon. Longtemps sénateur PS, ancien ministre délégué à l'Enseignement professionnel sous Lionel Jospin, ex-eurodéputé, l'actuel député des Bouches-du-Rhône a coupé les ponts depuis plusieurs années avec ses amis socialistes, pour fonder d'abord le Parti de gauche puis La France insoumise. Il est candidat pour la troisième fois à l'élection présidentielle. En 2012, il avait recueilli 11,1% des suffrages. En 2017, il avait obtenu 19,58% des voix.

Yannick Jadot. Ancien directeur des campagnes de Greenpeace France, l'eurodéputé a été investi candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, au terme d'une primaire écologiste au cours de laquelle il a battu quatre rivaux - Sandrine Rousseau, Delphine Batho, Eric Piolle et Jean-Marc Governatori. Dans son camp, il est vu comme un pragmatique, susceptible de tisser des alliances avec d'autres mouvements de gouvernement. C'est sa première candidature à l'élection présidentielle.

Valérie Pécresse. Ancienne ministre - de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, puis du Budget - et porte-parole d'un des gouvernements de François Fillon sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la présidente de la région Île-de-France a un temps pris ses distances avec Les Républicains (LR) pour fonder sa propre formation, Libres. Elle est depuis revenue dans le giron du parti, pour participer au Congrès qu'elle a remporté, devançant ses rivaux Eric Ciotti, Michel Barnier, Xavier Bertrand et Philippe Juvin. C'est sa première candidature à l'élection présidentielle.

Florian Philippot. Longtemps proche de Marine Le Pen, l'ancien vice-président du Front national a depuis pris ses distances avec la formation d'extrême droite après la présidentielle de 2017 pour fonder son propre mouvement, Les Patriotes. Après plusieurs échecs électoraux, aux européennes de 2019, aux municipales de 2020 et aux régionales de 2021, il s'est illustré par sa mobilisation contre la politique

vaccinale du gouvernement durant la pandémie de Covid-19. C'est sa première candidature à l'élection présidentielle.

Philippe Poutou. Ancien ouvrier et syndicaliste chez Ford, Philippe Poutou est candidat pour la troisième reprise à l'élection présidentielle sous les couleurs du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). En 2012, il avait recueilli 1,15% des suffrages. En 2017, il avait obtenu 1,09% des voix. Depuis, il a été élu conseiller municipal de Bordeaux, après avoir réuni plus de 11% des suffrages à la tête d'une liste soutenue notamment par le NPA et La France insoumise.

Fabien Roussel. Député du Nord, le secrétaire national du Parti communiste français (PCF) a été investi candidat par le mouvement - qui a choisi de ne pas soutenir Jean-Luc Mélenchon cette fois-ci, contrairement à 2012 et 2017. C'est sa première candidature à l'élection présidentielle.

Christiane Taubira. Après de multiples appels d'Anne Hidalgo et Arnaud Montebourg à une primaire à gauche, l'ancienne garde des Sceaux a annoncé fin décembre "envisager d'être candidate". Début janvier, elle a affirmé qu'elle se soumettrait au résultat de la Primaire populaire, une initiative citoyenne prévue du 27 au 30 janvier, dont elle acceptera "le verdict". Si elle l'emporte, il s'agirait de sa seconde candidature à la présidentielle: en 2002, elle avait obtenu 2,32% des voix sous la bannière du Parti radical du gauche et avait alors été accusée d'avoir contribué à l'éparpillement des voix de gauche et à l'éviction de Lionel Jospin du second tour.

Hélène Thouy. Cofondatrice du Parti animaliste, l'avocate est candidate pour la première fois à l'élection présidentielle, **après la performance surprise de son mouvement aux élections européennes de 2019**, lors desquelles il avait recueilli 2,2% des suffrages.

Eric Zemmour. Après avoir laissé planer le doute pendant de longues semaines, le polémiste d'extrême droite a finalement officialisé sa candidature et la création de son mouvement politique Reconquête. L'essayiste à succès, longtemps éditorialiste pour Le Figaro Magazine et chroniqueur sur CNews, a dû renoncer à ses activités médiatiques le temps de la campagne.

Un candidat majeur reste encore à confirmer:

Emmanuel Macron. L'actuel président de la République ne s'est pas encore officiellement déclaré, mais sa candidature fait peu de doute. Dans une interview au Parisien début janvier, le chef de l'État a dit en "avoir envie" et promis de dévoiler ses intentions "dès qu'il y aura les conditions sanitaires qui le permettent et (qu'il aura) clarifié ce sujet".

Comme à chaque élection, d'autres candidats, issus de formation plus modestes ou peu connues du grand public, ont annoncé leur intention de se présenter. Parmi eux:

- **Marie Cau**, la première femme transgenre élue maire en France, en 2020 à Tilloy-lez-Marchiennes (Nord)
- le "gilet jaune" **Eric Drouet**

- l'enseignante **Clara Egger** pour le mouvement Espoir RIC 2022
- **Fabrice Grimal**, qui se présente comme un "entrepreneur, écrivain et gilet jaune", candidat au nom de La concorde citoyenne, rassemblement de plusieurs mouvements citoyens et de Solidarité & Progrès - le parti de Jacques Cheminade, candidat à la présidentielle de 2017
- **Anasse Kazib**, syndicaliste Sud-Rail et candidat du CCR (Courant communiste révolutionnaire)-Révolution permanente, une ex-branche du NPA
- l'essayiste et philosophe libéral **Gaspard Koenig**
- **Georges Kuzmanovic**, souverainiste, ex-membre de La France insoumise
- **Alexandre Langlois**, ex-policier et secrétaire général du syndicat Vigi, avec son parti Refondation
- l'eurodéputé **Pierre Larrouturnou**, ex-membre du Parti socialiste et désormais à la tête de son mouvement Nouvelle Donne, candidat à la "primaire populaire"
- **Gilles Lazzarini**, fondateur du P5, le Parti politique pour la paix et la protection de la planète, qui se présente comme un "informaticien, homme d'affaires et homme politique"
- **Antoine Martinez**, ex-général de l'armée de l'Air, président de Volontaires pour la France et signataire au printemps d'une tribune controversée de militaires dans *Valeurs Actuelles*
- **Antoine Waechter**, ex-candidat des Verts à la présidentielle de 1988, au cours de laquelle il avait recueilli 3,78% des suffrages.